



Montreuil, le 28 septembre 2017

M. Guillaume PEPY
Président de la SNCF
2, place aux Étoiles
93633 La Plaine-Saint-Denis Cedex

Objet : Réfugiés

Monsieur le Président,

La Fédération CGT des cheminots vous a interpellé par courrier le 19 juin 2015 sur la situation plus que critique des réfugiés dans les Alpes-Maritimes.

Une délégation du secteur Fédéral CGT des cheminots de PACA s'est rendue le 13 septembre dernier sur les lieux pour constater les dires et témoignages des cheminots qui sont de plus en plus outrés par ce qu'ils voient et ce qu'ils vivent.

En effet, la découverte d'un quatrième réfugié retrouvé mort par électrocution dans une armoire électrique d'une rame TER, depuis le début de l'année, a provoqué une grande indignation. Les cheminots sont choqués psychologiquement lorsqu'ils sont confrontés à de telles découvertes macabres, et ce ne sont pas les maigres cellules psychologiques mises en place qui résoudront la peur qui s'est installée chez ceux amenés à intervenir sur le matériel. Mais cela n'est pas tout, que dire également du troisième accident de personne mortel sur la ligne Nice-Vintimille ?

« *Que pouvons-nous y faire et comment empêcher ceux qui veulent se risquer ?* » seriez-vous tenté de nous dire. Eh bien, Monsieur le Président du directoire, la CGT vous affirme que c'est bien une chasse à l'homme qui est organisée, conduisant ces personnes à prendre de tels risques.

La Préfecture des Alpes-Maritimes se comporte d'une manière scandaleuse et sans empathie aucune. Le secteur Fédéral CGT de PACA a écrit au préfet, qui n'a même pas daigné donner suite.

Un dispositif méticuleux qui consiste à passer au peigne fin chaque train pour repérer et reconduire chaque réfugié à la frontière italienne est mis en place.

Une étape supplémentaire fut franchie en août dernier, lorsque la police, dans son élan de zèle, appréhenda 70 à 80 personnes et réquisitionna sans autre forme qu'une demande verbale le hall de la Gare de Menton-Garavan, d'une superficie approximative de 25 m², pour les y enfermer. Cela a prouvé, si besoin est, que nous sommes capables, malgré notre passé et les leçons que nous en avons tirées, de marquer honteusement à nouveau l'histoire. De plus, la grande majorité de ceux qui subissent ces actes sont de jeunes gens, pour la plupart mineurs.

Inutile de vous rappeler ce qu'est devenu la Gare de Menton-Garavan. « Un parc à migrants », disions-nous en 2015 : nous étions loin d'imaginer combien ce terme serait proche de la réalité.

Que penserons les générations futures en lisant ce qui s'est passé à notre époque ? Période que nous sommes en train d'écrire actuellement autour d'événements qui ne s'effaceront pas.

Monsieur le Président, vous ne pouvez plus vous cacher derrière le fait que la SNCF a un devoir de subordination envers l'Etat pour laisser faire ou collaborer passivement à toute cette tragédie.

Nous sommes le pays des droits de l'Homme et chaque situation nous éloigne toujours un peu plus de ces valeurs fondatrices. Pire, aujourd'hui, c'est même le droit international de l'Enfant qui est bafoué et piétiné par l'Etat français.

Un cheminot qui assure régulièrement des périodes de travail à Menton-Garavan témoignait de son ressenti : « *Je suis rentré un soir à la maison, après avoir vu une multitude d'enfants arrêtés durant la journée par les forces de l'ordre, puis remis dans le train qui repartait à la frontière, et je me suis interrogé : est-ce que ce que j'ai vu et vécu est bien réel ? J'ai eu comme l'impression que ce qui se passe là-bas n'est pas normal.* »

Monsieur le Président, vous êtes à la tête d'un groupe de forte influence dans notre pays, vous avez le pouvoir d'exiger que dès lors qu'un passager a un billet, il ait le droit de voyager. Ce qui se passe là-bas, dans le sud de la France, n'est pas soutenable, ni acceptable. La fédération CGT des cheminots vous demande d'agir pour mettre fin à cette chasse à l'homme dans nos trains.

Ce que la CGT a vu sur le terrain n'est pas humainement compréhensible. Les cheminots rencontrés sont agacés d'être considérés comme des « chasseurs de migrants » alors qu'ils se contentent de faire leur travail. Cependant, le fait que vos services obtempèrent passivement aux exigences préfectorales jettent l'opprobre sur tous les cheminots.

Les horaires ont d'ailleurs été adaptés pour qu'aucun train ne soit en retard à cause des opérations de rafle.

Les similitudes entre ces agissements et ceux d'une époque noire de notre histoire nous consternent et créent de la colère. Nous sommes pour la plupart des héritiers de la Résistance, nous avons le devoir, à minima, de dénoncer publiquement l'injustice qui frappe des victimes de la guerre, de la famine, du réchauffement climatique.

Monsieur le Président, le formidable travail de mémoire sur les cheminots victimes de la répression que vous avez engagé (avec des historiens et l'Institut d'histoire social de la fédération CGT des cheminots) doit également éclairer notre avenir.

Vos actes ou votre passivité engagent toute l'entreprise et donc tous les cheminots. Comme les cheminots ont choisi massivement la CGT pour les représenter en leur nom, nous vous demandons d'agir en faveur de la justice sociale et humaine.

Nous ne céderons pas à l'idée populiste et entretenu que nous serions assaillis de méchants. Les cheminots témoignent que toutes ces personnes sont des êtres pacifiques et nous vous le répétons à nouveau, beaucoup trop d'entre eux ne sont encore que des enfants.

Dans l'attente de vous lire, recevez, Monsieur le Président, nos respectueuses salutations.

Thierry NIER

Secrétaire général adjoint

François TEJEDOR

Secrétaire général du secteur PACA